

**D 1108 AMÉRIQUE LATINE: RÉUNION DE PUNTA DEL ESTE
SUR LA DETTE**

Alors que l'horizon politique du continent s'éclaircit grâce au reflux des pouvoirs militaires et dictatoriaux, l'horizon économique s'alourdit gravement depuis quelques années. Les déséquilibres économiques et leurs conséquences sociales - une donnée traditionnelle de la plupart des pays latino-américains - tendent depuis quelques années à s'accroître - ou à reprendre selon le cas - sous le poids d'un endettement extérieur devenu insupportable. A quoi s'ajoutent les aléas des cours à l'exportation des produits de base, les difficultés des échanges commerciaux entre pays latino-américains, la hausse inconsidérée du dollar et ses répercussions sur les taux d'intérêt, puis sa baisse récente parallèlement à l'effondrement des cours du pétrole pour les pays producteurs comme le Mexique, le Venezuela et l'Équateur.

On assiste cependant depuis peu à une concertation accrue entre pays latino-américains. Depuis la Déclaration de Quito, signée en janvier 1984 par une trentaine de pays d'Amérique latine et des Caraïbes (cf. DIAL D 921), une volonté commune se fait jour sur le continent (cf. DIAL D 944). Elle a abouti à l'Accord de Cartagena sur la dette extérieure en juin 1984 (cf. DIAL D 972). Depuis, la concertation latino-américaine se poursuit avec régularité. Derniers efforts en date: l'établissement de "Propositions d'urgence pour les négociations sur la dette et la croissance" les 16 et 17 décembre 1985 à Montevideo (Uruguay), et la rencontre de Punta del Este (Uruguay) le 26 février 1986, dont nous donnons ci-dessous le communiqué final.

Note DIAL

**COMMUNIQUÉ FINAL DE LA RÉUNION
DE PUNTA DEL ESTE SUR LA DETTE EXTÉRIEURE**

Sur propositions des présidents du Venezuela et du Mexique, la Commission de suivi de l'Accord de Cartagena (1) constituée de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Mexique et du Venezuela, avec l'aide du Secrétariat temporaire et la présence à titre d'observateur du ministre péruvien des relations extérieures, s'est réunie à Punta del Este, Uruguay, le 28 février 1986.

La réunion a été consacrée à l'analyse de l'impact de la chute brutale des prix du pétrole sur les économies de quelques pays de la région qui sont d'importants exportateurs de pétrole.

Il a également été procédé à l'examen des derniers événements concernant la question de l'endettement extérieur de l'Amérique latine, en particulier la persistance de taux élevés d'intérêts et la constante détérioration des prix de la plupart des produits de base qu'exporte la région.

Vu l'important degré d'interdépendance existant, tout phénomène externe qui affecte un pays ou un groupe de pays a des répercussions et des effets importants sur les autres nations de la région.

(1) Cf. DIAL D 972 [NdT].

La réunion a été l'occasion de réaffirmer le haut niveau de la solidarité latino-américaine ainsi que la nécessité, pour certains pays, de prendre des mesures concrètes de défense de leur économie, en particulier en matière de dette extérieure.

La Commission a conclu que, pour quelques pays, en dépit de leurs efforts notoires dans le sens d'un réajustement interne, la situation est devenue telle qu'il est indispensable d'apporter des modifications significatives aux accords en vigueur, en particulier pour ce qui est des taux d'intérêt, afin de répartir plus équitablement le poids du réajustement entre créditeurs et débiteurs.

Ces actions d'urgence et d'autres qui pourraient être décidées en fonction de la situation de chacun des pays, en toute souveraineté, ont reçu l'appui solidaire des autres pays signataires de l'Accord de Cartagena.

Il a été décidé de maintenir un contact étroit entre les membres de l'Accord pour suivre l'évolution des économies les plus affectées au cours des semaines qui viennent, et pour enregistrer les progrès éventuellement obtenus dans la recherche de solutions destinées à atténuer l'impact de la chute de leurs revenus à l'exportation.

Il a été résolu que le Secrétariat temporaire informerait les membres de l'Accord des démarches faites, en leur faisant également parvenir les rapports techniques à usage réservé élaborés durant la rencontre.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)